



REVUE POLITIQUE

E T P A R L E M E N T A I R E

DÉVELOPPEMENT DURABLE : LA NOUVELLE STRATÉGIE

Olivier APPERT
Gilles BERHAULT
Dominique BIDOU
Sonia COLLAVIZZA
Nathalie GIROUARD
Alain LIPIETZ

Thierry MARIANI
Christian de PERTHUIS
Katheline SCHUBERT
Pascal SÉCULA
Alain TRANNOY
Nicolas WOLFF



NUMÉRO HORS SÉRIE - AOÛT 2012 - 24 €

Dossier RIO+20 : L'avenir que nous voulons

Avant-propos

Ce numéro spécial de la RPP s'achève au moment où Delphine Batho, nouvelle ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie annonce le lancement d'une Conférence environnementale annuelle. La toute première aura lieu les 14 et 15 septembre prochains et elle aura pour objectifs de fixer les priorités du gouvernement en matière de développement durable, principalement sur les questions de la transition énergétique et de la préservation de la biodiversité.

Selon les informations que nous avons recueillies, cette première rencontre permettra également d'ouvrir de nouveaux chantiers, notamment sur la fiscalité écologique, les relations environnement et santé, et les efforts de la France pour la mise en place d'une nouvelle gouvernance écologique.

Delphine Batho a également confirmé que dans la perspective d'une nouvelle stratégie du développement durable, il convenait de rassembler et mobiliser tous les acteurs concernés au titre du Grenelle de l'environnement. Mais plus qu'un suivi, il s'agit pour le nouveau gouvernement « d'agir dans la concertation et dans la durée face aux enjeux du réchauffement climatique, de la perte de la biodiversité et de la crise énergétique ». C'est ainsi qu'aux côtés des organisations non gouvernementales, des syndicats de salariés et d'employeurs, des élus et de l'État, ce dernier associera aux travaux de la Conférence environnementale annuelle des représentants d'associations de consommateurs.

Le chemin parcouru depuis le premier Sommet de la Terre à Rio en 1992 jusqu'au Grenelle de l'Environnement et à la récente rencontre – toujours à Rio – du 22 juin, nous permet de tirer des leçons sur les réussites et les échecs des stratégies successives choisies pour rendre efficient le développement durable.

La prise de conscience sur les défis auxquels nous sommes confrontés est désormais générale sur le plan national comme au niveau international. Les contributions rassemblées ici le démontrent à l'évidence : chercheurs, économistes, élus, hommes d'entreprises déclinent leurs analyses et leurs préoccupations tout en adoptant, d'un commun accord, trois

I Avant-propos

idées qui fondent une véritable stratégie nationale en matière de développement durable :

- il n'y a pas d'action en matière de développement durable sans acceptation d'une réelle transversalité : en d'autres termes les services de l'État, les collectivités locales, les producteurs et les consommateurs doivent avoir des actions concertées les impliquant ensemble et dégageant au niveau local, régional et national des objectifs acceptés par tous ;
- il n'y a pas d'action en matière de développement durable sans fiscalité adaptée : la fiscalité française est à cet égard contradictoire. D'un côté elle subventionne ou exonère les activités polluantes et de l'autre elle finance la protection de l'environnement. 50 milliards d'euros seraient ainsi dépensés de manière inappropriée. Il est donc urgent qu'une fiscalité verte et cohérente se mette en place car il n'y a pas de stratégie économique sans levier fiscal adapté ;
- il n'y a pas d'action de développement durable sans définition d'un modèle économique et social acceptable. S'il est utile d'insister sur une évidente sobriété de nos consommations d'énergie, d'une plus grande prudence dans l'utilisation de l'espace et des ressources naturelles ainsi que sur une modification de nos moyens de déplacement, de nos modes de consommation et de production, il est clair que l'on ne peut parler d'économie verte sans oublier de préserver le nombre d'emplois, favoriser la recherche, l'innovation, soutenir notre compétitivité et donc prendre en compte tous les aspects « du vouloir vivre ensemble » qui caractérise la France.

Ces trois idées sont abordées par nos collaborateurs par le biais du prisme qui les caractérise chacun mais résument bien les principes à l'origine de cette stratégie nouvelle du développement durable dont chacun reconnaît aujourd'hui la nécessité.

Pour ce qui la concerne, la Revue Politique et Parlementaire ne manquera pas de suivre régulièrement la Conférence environnementale annuelle et d'en rendre compte sans oublier - pour reprendre l'expression du professeur Michel Godet - qu' « il ne sert à rien de sauver les baleines s'il n'y a plus d'enfants pour les regarder ».

Bertrand Cluzel

Directeur de la publication

Sommaire

- 1 Avant-Propos
Bertrand CLUZEL
- 6 La créativité au secours de la croissance et du développement durable
Dominique BIDOU
- 23 La fiscalité n'est pas assez « verte » selon un réseau d'associations et d'économistes
Sonia COLLAVIZZA
- 25 Quels enseignements tirer des modèles économiques de croissance ?
Katheline SCHUBERT
- 29 Un cadre d'action pour une croissance verte
Nathalie GIROUARD
- 36 Clivages idéologiques, approches alternatives
Alain TRANNOY
- 40 Sortir d'un mauvais dilemme : l'économique ou le climat ?
Christian de PERTHUIS
- 44 Technologies numériques pour la ville durable
Gilles BERHAULT
- 47 Quelles régulations internationales pour le XXI^e siècle ?
Alain LIPIETZ
- 51 Le recyclage, une filière d'avenir
Pascal SÉCULA
- 53 Transports : le Grenelle en action
Thierry MARIANI
- 56 L'après-pétrole : où en sommes-nous ?
Olivier APPERT
- 61 L'énergie éolienne : une filière dont il faut accélérer l'elan
Nicolas WOLFF
- RIO+20**
- 65 L'avenir que nous voulons

La créativité au secours de la croissance et du développement durable

La science du cerveau nous apprend que nous avons recours à des « modes mentaux » pour résoudre nos problèmes. Mode mental « automatique », pour les questions récurrentes, avec des réponses connues, accumulées dans des catalogues situés dans le cerveau reptilien ; mode mental « préfrontal », *passionné par tout ce que le mode automatique ne sait pas faire*¹, c'est à dire tout ce qui sort de l'ordinaire, l'innovation, la créativité, l'imprévu, et installé dans notre néocortex préfrontal. Tout l'art est de solliciter le bon mode mental en fonction des situations. Les changements profonds auxquels notre société est confrontée nous incitent à privilégier l'approche préfrontale, mais comment amener notre « corps social », en désarroi, à ne pas se réfugier dans le mode automatique ? *La difficulté n'est pas de comprendre les idées nouvelles, mais d'échapper aux idées anciennes*, disait Keynes. La croissance de demain dépendra de notre capacité à surmonter cette difficulté.

Dominique BIDOU

Consultant en développement durable

C'est l'agence internationale de l'énergie qui l'affirme : le monde dépense 7 fois plus d'argent à subventionner les énergies fossiles qu'à aider les énergies renouvelables². Et cette tendance ne faiblit pas. Nous avons vraiment du mal à entrer dans le monde de demain, un monde sans carbone. Il n'est pas question d'abandonner brutalement le charbon, le pétrole et le gaz, mais d'arrêter d'en chercher de nouveaux gisements, de mettre notre argent et nos meilleurs ingénieurs au service de l'économie d'hier.

Un pari sur l'intelligence

Dans ce domaine de l'énergie, pourtant objet de toutes les attentions, les raisonnements et les initiatives sont encore fortement marqués par le passé. Nous sommes toujours en train de craindre la pénurie, et faisons des efforts considérables pour aller chercher des ressources dans des conditions

extrêmes. Tous ces efforts techniques et financiers vont à l'encontre de la nécessaire transition. La préoccupation majeure de demain n'est pas la fin des énergies fossiles, il y en a encore beaucoup d'accessibles à 100 \$ de baril de pétrole. Elle réside dans les rejets consécutifs à leur utilisation, notamment l'effet de serre et les produits radioactifs. C'est dans cette direction que l'essentiel des efforts doivent se concentrer, avec en première réponse l'efficacité, à savoir rendre plus de services avec moins d'énergie. La meilleure énergie est celle que l'on ne consomme pas, à condition bien sûr de disposer du même confort et des mêmes performances techniques. Les puissances économiques, industrielles, étant historiquement du côté de la production, la transi-

(1) Selon Jacques Fradin, *L'intelligence du stress*, Eyrolles, 2008

(2) *Edition 2012 du rapport Energy technology Perspectives*

tion vers une économie de l'usage est difficile à obtenir. De nouveaux instruments comme les quotas ou les certificats d'économie d'énergie ont été lancés, espérons qu'ils modifieront les attitudes des « producteurs ». L'enjeu n'est plus l'expansion quantitative, impossible à poursuivre durablement, mais l'intensification de la valorisation des ressources utilisées. De la sensibilité, du talent, du savoir faire, du brevet, en un mot des ressources humaines, à la place de ressources matérielles. Tel est le sens de la transition historique à entreprendre aujourd'hui. Le développement durable est un pari sur l'intelligence.

Le changement durable

Le changement est d'autant plus nécessaire qu'il ne s'agit pas de simples ajustements. Nous vivons une époque particulière : le 21^e siècle sera celui où la population mondiale va culminer à 9 ou 10 milliards, où nos émissions dans les milieux, air, mer et eau douce, sols, et même espace, vont toucher les capacités productives de la planète et réduire les protections dont nous avons bénéficié depuis la nuit des temps. Les enquêtes le disent clairement, nos concitoyens craignent que leurs enfants ne vivent moins bien qu'eux. La prolongation d'un mode de développement fondé sur une vision du monde sans limites, encore bien présente dans les esprits, nous conduit à l'impasse : il faut entrer dans l'ère du monde « fini », comme le disait Paul Valéry dès 1945. C'est la fin du « Croissez et multipliez » de la Genèse, il faut trouver une autre forme d'évolution. Une « métamorphose », dirait Edgar Morin³. Il est temps de basculer du cerveau reptilien au préfrontal.

C'est une transition profonde qu'il faut engager avant d'y être contraints par une réalité qui apparaîtra alors bien dure. Un

changement de cap est toujours difficile. La sagesse, et même le bon sens sont toujours conservateurs, ils font référence à ce que l'on a toujours fait, alors que justement, il faut faire autrement. Il y a la peur de l'inconnu, la peur de lâcher ce que l'on connaît bien sans distinguer clairement les repères de demain. On ne peut se lancer brutalement dans la transition, sauf à susciter des résistances massives, ou à « passer en force », avec les leaders éclairés, vision bien hasardeuse et d'une autre époque. Il faut faire adhérer à l'idée même d'un nouveau « business model », sans doute exigeant mais porteur d'espoir. Un « business model » à imaginer ensemble, qui prend ses racines dans le génie propre d'une société, et non dans des modèles importés d'ailleurs. Quel est donc le génie propre à la France, telle qu'elle est aujourd'hui, dans sa diversité et au sein de la « vieille Europe »? C'est ce génie qu'il faut identifier et remettre en valeur, pour redonner de l'espoir et orienter les efforts pour sortir de la crise.

De la peur à l'espoir

L'importance des émotions en géopolitique a été parfaitement décrite par Dominique Moïsi⁴. Trois émotions constituent l'essentiel du paysage qu'il nous présente, l'espoir, l'humiliation, et la peur. Ce sont trois fils que l'on peut tirer, et auxquels sont attachés la plupart des sentiments collectifs, comme la confiance d'une population en elle-même. La confiance, un capital social déterminant. C'est lui qui communique sa dynamique à une société, lui donne des perspectives et contribue puissamment à la cohésion sociale tant recherchée. Comment par-

(3) Eloge de la métamorphose, dans « Le Monde » du 9 janvier 2010

(4) Dominique MOÏSI, *La géopolitique de l'émotion*, Flammarion, 2008

ticiper à une construction collective, et forcément à des confrontations, si l'on n'a pas confiance en soi ? Nous avons tous besoin de figurer dignement dans notre milieu, notre micro société, face à nos voisins, nos collègues, nos partenaires, tous ceux que nous côtoyons régulièrement ou occasionnellement. Nous en avons besoin pour nous sentir crédibles, légitimes dans nos échanges, chacun avec son origine, sa culture, son expérience. À l'heure à la fois de la mondialisation, avec les brassages de populations qu'elle provoque, et du développement durable, avec l'innovation en tous genres qu'il exige, la confiance en soi est indispensable pour donner de l'espoir. Dominique MOÏSI nous dit qu'aujourd'hui la peur est dominante dans le monde occidental, alors que l'espoir dynamise l'Orient et les pays émergents. Comment espérer relancer la croissance, sans susciter préalablement la confiance en soi, porteuse d'espoir ?

Le problème est que l'espoir et la confiance ne figurent pas dans les comptes de la nation. Nous parlons là de capitaux immatériels, incontournables mais négligés dans les calculs économiques. C'est là, d'ailleurs, que le politique peut pleinement s'exprimer et influencer les équations traditionnelles de l'économie. Il y a plein de choses qui n'apparaissent pas dans les bilans, et qui comptent quand même. Ce sont les actifs immatériels, qui contribuent pour une grande part à la production d'une entreprise comme d'une nation.

Les actifs immatériels sont nombreux, et ils ne sont pas toujours faciles à valoriser. Comment traduire la qualité de la relation avec vos clients, ou les qualités accumulées de votre personnel et la bonne ambiance qui règne dans votre entreprise ? L'Observatoire de l'immatériel⁵ distingue 10 capitaux élémentaires, Capital client,

Capital marques, Capital organisationnel, Capital humain, Capital technologique, Capital actionnaires, Capital fournisseur/partenaire, Capital systèmes d'information, Capital sociétal, Capital naturel.

Cette simple liste d'actifs illustre bien l'importance de l'immatériel. Le futur d'une entreprise ou d'un pays est largement déterminé par ces facteurs qui n'apparaissent pas dans les bilans. La décote qui apparaît entre la valeur de capitalisation boursière de certaines grandes entreprises et la simple somme de leurs actifs matériels traduit une perte de confiance dans l'avenir et une chute du capital immatériel. Le changement durable commence par une revalorisation de ce capital immatériel, et notamment du capital humain, essentiel à de multiples points de vue. Celui-ci, selon l'Observatoire de l'immatériel, revêt de nombreuses formes, élaborées à l'échelle de l'entreprise mais transposables pour les nations : le climat qui règne dans l'entreprise, la qualité de l'encadrement, du double point de vue de son expertise et de son leadership, la fidélité des salariés, leur compétence et leur motivation, dont dépendent leurs performances.

La tentation de la « protection »

Il est de bon ton, notamment dans les campagnes électorales, de proposer aux Français une forme de protection. Protectionnisme pur et dur pour certains, mais le plus souvent une protection contre les agressions venant de la mondialisation et de la dureté des temps. Le gouvernement doit protéger les Français, et à une autre échelle, l'Europe doit être une protection contre la mondialisation.

(5) <http://observatoire-immateriel.com>

Le mot même de protection en implique un autre : fragilité. A trop mettre en avant le besoin de protection, on renforce le sentiment de faiblesse, et par suite la peur décrite par Dominique Moïsi. Au lieu de créer une dynamique, on provoque du repli sur soi. *L'État protecteur*, terme souvent employé pour supplanter *l'État Providence*, porte en soi la défaite qu'il annonce. On est loin de l'État mobilisateur et entraînant, qui seul peut apporter l'espoir.

La fragilité, qui appelle la protection, est le résultat de la mauvaise adaptation au contexte. La crainte du changement provoque souvent des retards face à l'évolution du monde. Pendant des siècles cette évolution était lente, avec toutefois quelques périodes d'accélération comme l'émergence de l'imprimerie ou la révolution industrielle. Elle a malgré tout été fatale à certaines sociétés, qui n'ont pas vu la terre se dérober sous leurs pieds et se sont montrées incapables de s'adapter. Le célèbre ouvrage de Jared Diamond, *Effondrement*⁽⁶⁾, nous relate abondamment l'histoire de ces civilisations qui se sont laissés surprendre.

Aujourd'hui la situation est différente. C'est à l'échelle de la planète que l'équation population/consommation/capacité productive se pose. Et les choses vont très vite. Même si l'on prévoit une stabilisation de la population mondiale dans les années 2050, celle-ci se sera multipliée par deux en moins de 50 ans, par 4 au cours du dernier siècle. La consommation par tête a explosé et renforce le volume des nouveaux besoins. Pour ne prendre qu'un exemple, la population chinoise augmente de moins d'un point par an, alors que sa consommation croît dix fois plus vite. Le mode de vie accentue la pression bien plus fortement que la croissance démographique, mais celle-ci lui apporte une inertie extraordinaire : même si la

consommation moyenne par tête de terrien se stabilisait aujourd'hui, nos besoins globaux continueraient d'augmenter d'un tiers d'ici le milieu du siècle. Parallèlement à cette hausse des besoins, des capacités productives de la planète sont menacées. Malgré les progrès techniques, la productivité primaire, le bas de la pyramide, point de départ de toute production matérielle, est affectée. Les causes en sont multiples, exploitation anarchique, artificialisation des terres et des côtes, le réchauffement climatique, etc.

Le changement durable, pour éviter l'impasse

Le constat est donc clair, il faut changer d'orientations et trouver de nouveaux modes de développement qui, au lieu de nous conduire dans l'impasse, ouvriraient nouvelles perspectives. Le terme de protection, si souvent employé, pourrait être aisément associé à l'impasse. Bien sûr, si nous nous y retrouvons, nous ressentirons tous un besoin de protection. Mais l'objet du politique est justement de faire en sorte que nous ne nous y retrouvions pas prisonniers. De même que la meilleure défense est l'attaque, la vraie protection est la recherche de ce nouveau mode de vie, de production et de consommation, de cette nouvelle attitude face à la nature et aux ressources qu'elle nous procure, qui permettraient de résoudre durablement l'équation évoquée ci-dessus. C'est ce qui constituerait un changement durable.

Cette recherche et la nécessaire transition entre la situation actuelle et le futur que nous espérons affaibliront la situation de certains, auxquels il faudra bien sûr accorder une pro-

(6) Gallimard, 2006

tection. Il s'agit alors d'une forme de solidarité pour permettre à chacun d'entrer dans l'ère du développement durable. Des ajustements seront parfois douloureux, des secteurs que l'on croyait être des valeurs sûres devront se reconverter. La tentation sera forte d'offrir une protection aux victimes de ces transformations, et de s'en satisfaire. Ce serait un gâchis si, préalablement, le maximum n'a pas été tenté pour recycler les savoirs et les talents des personnes engagées dans ces activités. Les ressources dont nous avons besoin ne sont pas que matérielles, elles sont aussi humaines et sociales.

La protection n'est donc qu'une mesure complémentaire à toutes celles qu'il aurait fallu prendre pour assurer la transition vers un mode de vie durable, un filet tendu dans lequel il vaudrait mieux éviter de tomber. Ou alors, parlons de la couche d'ozone qui nous protège de certains rayonnements dangereux pour la santé. S'il y a une urgence dans le monde de la protection, c'est bien par là qu'il faut la chercher.

Un pacte pour la croissance

Si la « protection » a le vent en poupe, c'est que la situation économique de l'Europe est préoccupante. Taux de chômage élevé, dettes publiques sans précédent, compétitivité douteuse et précaire, face aux ambitions des pays émergents. Une situation de tous les dangers, provoquant des mouvements d'opinion radicaux. Une relance de la croissance apparaît dans ces conditions indispensable pour résoudre tous les problèmes, proposer de l'emploi, financer les dettes, et répondre aux aspirations des populations, les rassurer sur leur avenir. Les nombreuses solidarités qui unissent les pays européens rendraient hasardeuse une relance strictement nationale, et l'idée d'une politique commune, concrétisée par un pacte, semble s'imposer.

Il reste malgré tout à s'interroger sur un préalable : quelle croissance ? Le risque est grand, en effet, pour aller vite car il y a urgence, de se raccrocher à une vision ancienne de la croissance. Une croissance tout azimut conçue pour relancer la production sans égard aux facteurs limitant apparus au cours des dernières décennies. Une croissance fondée sur la quantité plutôt que sur la qualité. Le développement durable n'est que la prise de conscience de ce que l'on appelle la « finitude » du monde. La croissance doit s'inscrire dans un système contraint, pour utiliser un vocabulaire technocratique. L'important n'est pas de produire plus, mais de créer plus de bien-être, tout en consommant moins de matières premières. Le mot-clé est donc « efficacité ». La croissance moderne, celle que l'on peut attendre d'un pacte, est celle de l'efficacité.

La vieille Europe, souvent considérée comme à la traîne, a de bons atouts à faire valoir dans ce domaine. Le niveau de formation, la qualité de l'organisation sociale y sont particulièrement élevés. La densité de population et la faiblesse des ressources minières nous ont conduits depuis longtemps à privilégier l'efficacité. Un exemple frappant peut être donné pour illustrer cet avantage. Les économistes britanniques de la New Economics Foundation⁷, ont créé un indicateur composite pour évaluer la bonne santé des pays, le HPI, Happy Planet Index. On y retrouve un volet économique, sur la consommation et calculée en intégrant le PIB, un volet social avec le niveau d'éducation, l'espérance de vie etc., et un volet environnemental à partir des prélèvements de ressources opérés pour satisfaire les besoins. La comparaison des États-Unis et de l'Allemagne nous montre que pour des

(7) NEF, www.neweconomics.org

niveaux comparables de prospérité économique et de bien-être social, les États-Unis consomment deux fois plus de ressources que l'Allemagne. Un écart considérable. L'abondance des ressources dont bénéficient les Américains ne les a pas conduits à faire des économies. Il en résulte un différentiel très important en faveur de l'Europe en termes d'efficacité.

Cet atout n'est pas toujours considéré à sa juste valeur. Les modèles économiques américains ou asiatiques fondés sur d'immenses réservoirs de ressources naturelles ou de main-d'œuvre, nous éblouissent souvent. Ils ont effectivement très bien fonctionné jusqu'à présent. Ils le feront sans doute encore quelques années, tant que nous pourrons puiser des ressources nouvelles, parfois dans des conditions inquiétantes par les risques que nous faisons courir à notre « capital nature ». La compétition pour l'accès à certains ingrédients indispensables, comme les terres rares dont on parle beaucoup aujourd'hui, sont d'ailleurs une autre source d'inquiétude que le modèle traditionnel de croissance peut inspirer.

L'intelligence au service de la croissance

En période de transition, comme celle que nous connaissons actuellement, les réponses traditionnelles et universelles ne fonctionnent pas. Adieu la « grosse cavalerie » du cerveau reptilien, il va falloir être intelligent et mobiliser le préfrontal.

La question du pouvoir d'achat illustre cette exigence. La réponse traditionnelle est de donner plus d'argent, de mobiliser plus de ressources, pour faire face aux besoins. C'est évidemment une réponse commode, et qui crée mécaniquement une forme de croissance économique. Le volume de l'ar-

gent distribué, le chiffre d'affaires de notre société en quelque sorte, ne peut qu'augmenter avec ces pratiques. Jusqu'à quand ? Est-ce la seule manière d'améliorer nos conditions de vie ? Cette formule a en effet un défaut, celui de ne pas s'interroger sur la qualité de la prestation fournie, sur la manière dont elle répond effectivement à nos besoins. Elle ne pousse pas à l'efficacité. C'est le volume des échanges qui compte, avec en arrière plan la nécessité de produire toujours plus, et non le désir de mieux satisfaire les besoins.

L'intelligence est de repartir des besoins, de voir s'il n'est pas une autre manière d'assurer la croissance, la croissance en termes de services rendus et de bien-être. Les conséquences sur la production ne sont pas à négliger, mais prenons les pour des contingences et non des objectifs à atteindre à tout prix. Le mode de pensée actuel privilégie la production, et le service rendu est instrumentalisé à son profit. Peut-on inverser cette vision ?

Une des façons d'entrer, de manière opérationnelle, dans le développement durable est résumée par l'expression : *facteur 4*, soit 2×2 . Deux fois plus de bien-être, en prélevant deux fois moins de ressources⁸. Croissance, donc, pour la qualité de vie et le plaisir, et décroissance de la pression sur la planète. Pendant des années, le postulat implicite était que le bonheur dépendait de richesses matérielles, elles-mêmes obtenues en exploitant la nature, qu'il s'agisse de biens en stock (minéraux, charbon, etc.) ou de produits renouvelables au rythme des saisons. La terre était infinie et le problème

(8) Nous reprenons ici le titre d'un rapport au Club de Rome daté de 1997, *Facteur 4*, d'Ernst U. Von Weizsäcker, Amory B. Lovins, et L. Hunter Lovins, *Terre Vivante pour l'édition française*.

essentiel consistait à surmonter les difficultés d'accès et d'extraction de ses ressources. *Le facteur 4* casse cette logique. Arrêtons d'accepter comme une fatalité que la croissance du bien-être est indissolublement liée à celle des prélèvements. Il est vrai que cette idée est profondément ancrée en nous. Pour ne prendre qu'un exemple, le WWF nous invite régulièrement, depuis 2007, à manifester notre amour de la planète en éteignant la lumière 1 heure, le dernier samedi de mars. Privons-nous de lumière pour la planète. Une idée sympathique, mais qui va à l'encontre de l'objectif recherché. Elle affirme le lien entre bien-être et prélèvements. Pour réduire les prélèvements, il faut donc se priver et réduire notre train de vie. Cette « heure pour la planète », ou « earth hour », va à l'encontre du principe d'efficacité. Nous sommes loin du « découplage » recherché entre bonheur et pression sur la planète.

Un pari sur notre talent collectif

Il faut donc s'extraire d'un mode de pensée ancien, et construire un futur débarrassé de fausses certitudes. *Le danger ne vient pas de ce que nous ignorons, mais de ce que nous tenons pour vrai et qui ne l'est pas*, disait mark Twain. Adoptons de nouvelles grilles d'analyse de la situation économique, en prenant pour référence la satisfaction des besoins et de nos envies. Nous sommes ainsi dans une économie dite « de fonctionnalité ». Il s'agit de traiter convenablement la fonction mobilité, ou la fonction habitat, la fonction santé, la fonction alimentation, etc.

La croissance industrielle que nous avons connue ne nous a pas incités à être judicieux. Le « toujours plus » ne fait pas appel à l'intelligence. La réduction des prélèvements de ressources sans réduction de not-

re train de vie, voilà un challenge intéressant qui va stimuler nos neurones. C'est un pari sur notre talent collectif, c'est un changement dans nos modes de pensée. Nous avons du mal à faire le saut, la tentation est toujours forte de prolonger au maximum le confort du passé. Ce serait bien sûr une impasse, où il ne faut pas s'engager. Soyons intelligents, ayons confiance en nos capacités. C'est tellement plus passionnant. C'est là que réside le « redressement productif ». C'est la voie du développement durable.

Les pièges de la compétitivité et de la sélection

Notre pays manque de compétitivité. Le verdict est souvent annoncé, en référence à ce que produisent les pays émergents et, plus proches de nous, les autres pays européens, comme l'Allemagne, avec lesquels nous sommes aussi en compétition. Mais ladite compétition se fait sur un terrain, et on ne s'interroge pas suffisamment sur la nature de ce terrain. N'allons-nous pas nous battre sur les terrains de l'adversaire, là où il dispose d'un contexte favorable avant même d'avoir ouvert les hostilités, pour rester dans un vocabulaire guerrier ? La France, avec son esprit gaulois, n'est peut-être pas faite pour des productions de masse, anonymes, uniformes, mais plutôt pour du sur mesure, de la petite série, personnalisée. Son efficacité réside sans doute plus dans sa sensibilité que dans sa discipline. Le célèbre nombre de fromages fabriqués en France est la marque d'un mode de production, d'une organisation économique, d'une forme de génie, qu'il serait bien dommage de passer par pertes et profits. Ce n'est pas le « nombre de divisions » de notre pays, 1 % de la population mondiale, qui contribue à son rayonnement, mais son style, sa culture, sa

personnalité. Alors que la bataille est gagnée si on choisit bien le terrain où elle est menée, tout se passe comme si l'on se plaçait sur des terrains défavorables. La compétitivité ne consiste pas à pas courir derrière les autres, réputés plus performants, en essayant d'adopter leurs modèles, mais à attirer les autres sur son propre modèle de développement. Tourisme et luxe sont aujourd'hui les deux vecteurs de cette approche, pourquoi ne pas chercher à l'étendre à d'autres secteurs ?

Un autre piège est la sélection, toujours bien vue au pays des concours et de la méritocratie. Certes, l'émulation est un stimulant à exploiter, mais il faut en trouver les bonnes applications. La sélection suppose en effet que l'on a *a priori* une idée précise des qualités attendues, et que l'on sait par conséquent de quoi l'avenir sera fait. Le cerveau reptilien, et ses réponses toutes faites. Insuffisant pour faire face à l'imprévu, et pour sortir des modèles qui s'avèrent de fausses solutions. La nécessaire imagination, l'innovation, nous conduisent souvent à sortir des voies habituelles, à transgresser ce qui apparaît le bon sens et la sagesse. Einstein a beau nous dire que *l'on ne résout pas les problèmes avec l'état d'esprit qui les a créés*, nous nous évertuons à sélectionner les cerveaux les plus conformes aux modèles dominants. Sans jeter aux orties le principe d'une émulation, il faut savoir prendre le recul suffisant pour ne pas reproduire à l'infini des schémas obsolètes.

Le bilan de compétences pour affronter l'inconnu

Le choix exclusif de la sélection est d'autant plus navrant qu'il existe dans notre pays une richesse humaine exceptionnelle. Depuis toujours, grâce à sa situation géographique

privilegiée, la France a accueilli une diversité de population avec leurs apports culturels propres. Un « bouillon de culture » pourrait-on dire. Il s'agit aujourd'hui d'en tirer le maximum. L'utilisation d'une grille de sélection laisse de côté, par définition, tous ceux qui ne répondent pas aux critères retenus, groupes humains et territoires, alors que l'on a besoin de tous pour progresser. Pour affronter l'inconnu, mieux vaut préserver la plus large gamme de compétences disponibles, et lui permettre de s'exprimer pleinement. Pour choisir son avenir et ne pas le subir, aussi. Nous venons d'en avoir un exemple frappant avec la reconnaissance par l'UNESCO du bassin minier du Nord-Pas de Calais au titre du patrimoine mondial de l'humanité. Quelle perspicacité et quelle opiniâtreté a-t-il fallu aux élus et aux forces vives du pays minier pour faire reconnaître une compétence particulière à ce territoire, si facile à condamner au nom d'une vision étroite et dépassée du progrès ! La « compétence » s'exprime de mille manières, il faut savoir l'identifier et la mettre en valeur.

Le recentrage, que l'on observe de plus en plus vers le cœur de métier et les valeurs sûres, avec l'abandon de tout ce qui paraît secondaire, est souvent nécessaire, mais attention à ne pas brader ainsi des richesses, au motif qu'on saurait mal en tirer profit, ou que celui-ci est diffus. Si je suis agriculteur, je produis des denrées agricoles pour le marché, si je suis postier, je distribue des lettres, je suis industriel, je fabrique des produits d'usine, etc. Une priorité, et puis tant pis pour le reste. La simplification des objectifs peut effectivement apporter des réponses immédiates, mais elle ne va pas dans le sens de la vie. La vie est complexe. Chacune de nos actions, même si elle vise un objectif principal, a des effets secondaires.

L'importance des fonctions « gratuites »

Le travail, pour commencer, a de nombreuses fonctions : produire, bien sûr, mais aussi assurer des revenus, offrir une place dans la société, un statut social, permettre des rencontres et contribuer à la vie collective, et bien d'autres choses encore. Et même le premier poste, la production, est à décliner. Le travail des champs, ce n'est pas que de la production de denrées, c'est aussi la préservation des sols, la régularisation du régime des eaux, la création de paysages, la création de la biodiversité, etc.

Bref, la concentration sur un objectif unique peut se révéler satisfaisante pour une entreprise, elle ne l'est pas forcément pour la collectivité. Une série de fonctions prises en charge « spontanément » et gratuitement se retrouvent orphelines. Pour certaines, ce n'est pas grave, mais ça l'est beaucoup plus pour d'autres. Le chômage n'est pas qu'un problème économique, c'est un drame personnel, une déqualification, une désocialisation, une humiliation pour certains. Le coût direct, supporté par l'économie des entreprises et les prélèvements sociaux assis sur le travail, ne représente qu'une partie du coût réel, tout compris, et qui n'est pas que monétaire.

Il n'y a pas si longtemps, les métiers constituaient aussi un statut dans la société. Le boulanger n'est pas qu'un fabricant de pain, il occupe une place spécifique dans la société, avec des responsabilités associées à cette place. Le commerçant ambulant était un lien et un « média » autant qu'un vendeur de marchandises. Les exemples peuvent être multipliés à l'envie. Au-delà de sa mission officielle, chacun se sentait investi d'un rôle, qu'il mettait un point d'honneur à tenir indépendamment de toute considération mercantile ou financière. Les retombées qui

en résultaient constituaient une richesse considérable, dont le tort principal est de ne pas apparaître dans les comptes.

Les limites du management financier

La société du management financier et du contrôle de gestion ignore ces aspects secondaires. Ils n'entrent pas dans les comptes, si ce n'est en termes de temps passé pour ne pas dire perdu. La chasse à ces activités périphériques est donc ouverte, à grands coup d'audits et de rapports d'activité. Le postier ne fera que distribuer ses lettres, l'agriculteur tirera le maximum de profit de sa terre, les yeux fixés sur les cours des céréales. C'est toute une richesse qui disparaît de fait, et en silence puisqu'elle n'apparaissait nulle part, si ce n'est dans la vie des gens. On ne parle pas de pouvoir d'achat, mais il s'agit bien d'un appauvrissement, dont les plus modestes sont les premières victimes. La disparition de services et de réseaux sociaux traditionnels se fait discrètement. Au début, c'est sans importance, et puis, à force, on atteint des seuils critiques et les problèmes apparaissent, avec des coûts sociaux qui finissent par entrer dans les comptes.

La rigueur budgétaire affecte aujourd'hui les comptes publics. C'est le temps de la révision générale des politiques publiques. Les effets indirects de ces politiques et de la présence de l'État sont oubliés, au profit de la stricte application de règles administratives. Les services publics sont épurés de toutes les utilités secondaires, comme apporter de la chaleur humaine ou créer du lien. A ne se soucier que de l'essentiel, on abandonne une foule de services secondaires mais dont la somme contribue à la vie économique et sociale. Le « moral des troupes » n'apparaît guère dans les missions des services publics, la sensibilisation à des valeurs col-

lectives non plus, alors que nous savons que c'est là que se fonde la dynamique d'une société. Une approche purement comptable et fonctionnelle ne donne qu'une vision très partielle de la bonne santé du pays, y compris la santé économique. Oui, il faut de la rigueur dans la gestion publique, mais pas d'aveuglement, surtout pour prendre en charge des services diffus, personnels ou collectifs, qu'aucun acteur économique privé ne peut assurer. Toutes les dimensions de la vie, comptables ou non, doivent être prises en considération, le cœur de métier ne doit pas faire oublier les à-côtés, qui, cumulés, finissent par être aussi importants que le cœur de métier lui-même.

Les bons calculs

Dans la légitime recherche d'économies, certaines dépenses sont souvent citées. L'environnement, notamment, coûte cher. Le Grenelle a fait frémir nombre de financiers. La question symétrique, du coût de la non prise en compte de l'environnement, est moins souvent abordée. Dans son dernier rapport, concernant l'année 2011, la Commission consultative d'évaluation des normes s'inquiète du prix pour les collectivités des mesures de lutte contre la pollution de l'air intérieur, 41 M€, alors que l'impact sanitaire de la pollution de l'air coûte chaque année en France entre 20 et 30 milliards d'euros⁹. L'OCDE l'affirme, il est *nécessaire et urgent d'engager dès à présent une action globale de manière à éviter les coûts et conséquences considérables de l'inaction, tant du point de vue économique que sur le plan humain*¹⁰. C'est un cri d'alarme qui est lancé et qui met en avant les risques du « rien faire ». C'est tellement facile de ne rien faire, de reporter telle ou telle action, telle ou telle dépense. Merci, la règle d'or ! En plus, dans le cas fréquent de programmes partagés entre plusieurs pays,

ou de vastes programmes internationaux comme la lutte contre l'effet de serre ou la préservation des ressources halieutiques, la décision est tellement difficile à obtenir. L'OCDE s'inquiète particulièrement de ces enjeux qu'elle a classés en quatre grands défis : changement climatique, biodiversité, eau, santé et environnement.

Les réponses proposées par l'OCDE couvrent un large spectre, avec les soucis d'une vérité des prix et du choix résolu de l'avenir. On y trouve le point évoqué en tête de cet article, la suppression des subventions aux actions préjudiciables à l'environnement. *La production et l'utilisation de combustibles fossiles, par exemple, ont bénéficié ces dernières années de 45 à 75 milliards de dollars américains par an de subventions dans les pays de l'OCDE.* Faut-il continuer à financer une économie coûteuse à tous égards, et qui plus est obsolète, sans avenir, au lieu de consacrer cet argent à l'économie de demain, décarbonnée ? Une autre mesure proposée est de faire en sorte que *les prix reflètent mieux la véritable valeur du patrimoine naturel et des services éco systémiques*, avec l'exemple notable de l'eau. Toujours dans le champ de l'économie, il convient ensuite de *rendre la pollution plus coûteuse que les solutions plus vertes*. On évoque ainsi les taxes ou des systèmes d'échange de permis d'émissions. Autre piste, très classique : *encourager l'innovation verte*, avec un soutien public à la R&D. Enfin, *conce-*

(9) Selon les résultats rendus publics en juillet 2012 d'une étude commandée par le ministère de l'Ecologie à la Commission des comptes de l'économie et de l'environnement (CCEE), sous le titre Santé et qualité de l'air extérieur.

(10) *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050 : les conséquences de l'inaction.* Mars 2012

voir des réglementations et des normes efficaces. C'est donc un ensemble de mesures financières, industrielles et réglementaires qui est proposée par l'OCDE pour réduire ou même supprimer les conséquences de l'inaction. L'enjeu est clairement affiché : la dégradation et l'érosion notre capital environnemental naturel risque de se poursuivre jusqu'en 2050, entraînant des changements irréversibles qui pourraient mettre en péril les acquis de deux siècles d'amélioration des niveaux de vie.

Des réglementations rentables

La Commission européenne ne dit pas autre chose, dans une communication relative à l'amélioration de la mise en œuvre du droit de l'environnement au sein de l'Union européenne, adoptée le 7 mars dernier. On y apprend que ces réglementations, souvent accusées de coûter cher et de freiner le développement économique, sont en réalité rentables et sources de nombreux emplois. La mise en œuvre de la politique des déchets par exemple, permet de créer 400 000 emplois et d'économiser 72 milliards d'euros par an par rapport à un scénario où la réglementation ne serait pas appliquée. Globalement, les défauts d'application des réglementations entraînent un coût évalué à 50 milliards d'euros chaque année.

La négligence dans l'application des textes a des effets économiques multiples. Il y a bien sûr la réparation des dégâts sur la santé humaine et sur l'environnement, dont le coût peut être bien supérieur à leur prévention. Il y a aussi une insécurité juridique pour les entreprises, dont on connaît les effets désastreux sur leur capacité à se projeter dans le futur et à investir. Les fondements du marché européen, du marché unique, sont remis en question par des

applications fantaisistes des réglementations sur l'environnement. Cette situation est d'autant plus inquiétante que de nombreuses entreprises privées pourraient tirer bénéfice de ces réglementations, à condition de les intégrer dans leurs stratégies. Un meilleur dialogue entre les autorités publiques et les entreprises est d'ailleurs recommandé pour améliorer l'application des réglementations.

Une illusion de croissance

Il n'y a pas qu'en Europe que les pollutions coûtent cher. Nous sommes impressionnés par la croissance longtemps à deux chiffres de la Chine, mais une étude récente montre que le coût des agressions et de la dégradation du patrimoine naturel y serait chaque année de l'ordre de 9 % du PIB¹¹. On le voit la croissance de la Chine n'est, pour l'essentiel, que la réalisation d'un capital déjà existant. Ce n'est pas une création de richesse nette. Il ne s'agit, en fin de compte, que d'un prélèvement de ressources, qui fait passer la dégradation du capital pour de la croissance. Une fausse croissance pourrait-on dire, une croissance apparente qui, selon la banque mondiale, *pourrait précipiter la Chine dans une crise économique et sociale*. Dans le même rapport, la banque mondiale précise que la dégradation de l'environnement ne pèse que 1 % dans d'autres économies, comme celle de la Corée du Sud et du Japon. Elle suggère donc une transformation en profondeur de l'économie chinoise, pour réduire son coût environnemental et s'orienter vers de nouvelles productions. C'est un modèle de croissance verte qui est

(11) *The World Bank & Development Research Center of the State Council, the People's Republic of China, China 2030, Building a Modern, Harmonious, and Creative High-Income Society, 2012*

proposé : *Seizing the Opportunity of Green Development in China.*

En France, les pollutions d'origine agricole ont dégradé la qualité de l'eau au robinet : 2 millions de foyers sont, dit-on, desservis avec de l'eau dont la teneur en nitrates et autres pesticides dépasse les limites autorisées. Notre ressource en eau se dégrade, ce qui signifie qu'il faut chercher l'eau douce toujours plus loin ou plus profond, ou encore qu'il faut la traiter avec des moyens de plus en plus sophistiqués et de plus en plus onéreux. C'est la collectivité qui paye, chacun de nous, dans notre facture d'eau. Les excédents de produits répandus par l'agriculture donnent aussi des marées vertes, avec des algues nocives, mauvaises pour la pêche, les coquillages et le tourisme, sans parler de la richesse biologique. La productivité de la mer se constitue essentiellement sur les côtes, et la dégradation de la qualité biologique des eaux littorales se traduit inévitablement par une réduction de la ressource halieutique. Opportunément hors bilan !

Notre comptabilité reste indifférente aux coûts des prélèvements et de la dégradation du capital productif. Il n'y a alors que la réglementation qui puisse nous y conduire, une réglementation internationale dans bien des cas. Le Grenelle de l'environnement avait affiché un objectif de réduction de moitié des émissions de produits phytosanitaires dans les prochaines années. Un changement de cap intéressant, même si on pouvait espérer mieux. Tiendrons-nous cet engagement ? Il est permis d'en douter à la lecture d'une circulaire du ministère de l'agriculture, datée du 5 mars 2012, qui facilite la pratique de l'épandage aérien des pesticides. Cet épandage est interdit mais il y a de nombreuses exceptions, et la liste de ces exceptions vient d'être étendue.

Ce type de décision va à l'encontre du sens de l'histoire. Il s'agit manifestement de gagner du temps, de tirer encore sur les vieilles pratiques avant qu'elles ne soient interdites. Nous ne pourrions plus longtemps nous permettre la schizophrénie qui consiste à polluer allègrement d'un côté, et de l'autre, à entonner officiellement le discours de la sagesse écologique. Le tout sur fond de crise des finances publiques, où la lutte contre les pollutions pèse de plus en plus lourd.

Une adaptation volontariste

Il faut donc changer d'économie. Abandonner l'économie du passé, fondée sur l'idée d'un monde infini, où l'on peut prélever et rejeter à l'envie, et adopter l'économie de demain, qui permet de progresser dans un monde « fini ». Une économie de l'efficacité dans l'usage des ressources plutôt que dans leur exploitation « minière ». Une économie fondée également sur notre génie propre, et non à la remorque d'autres économies partenaires. Il va falloir agir sur nos structures de production, résultat de processus historique, biologique, technique, sociaux etc. Il faut les adapter en continu aux besoins de l'époque. En période de croissance, l'adaptation profite de l'augmentation numérique du corps social. Sans réduire l'effectif des catégories qui doivent décroître, on augmente celui des groupes qui doivent prendre de l'importance. On profite du départ des anciens, aux techniques du même âge, pour incorporer des jeunes formés aux pratiques les plus récentes. Heureuse croissance, donc, qui permet de procéder aux ajustements sans douleur.

On notera toutefois qu'il faut anticiper. La formation de nouveaux entrants a été, dans le passé, trop souvent marquée par les structures existantes au lieu d'intégrer les

besoins de demain. La structure même du corps enseignant reflète la composition du corps social existant, et tend, bien évidemment, à se reproduire alors qu'elle devrait évoluer. La croissance ne suffit donc pas, il faut y ajouter une vision prospective et une capacité d'anticipation.

« Taper dans le dur »

En régime de croisière, de stabilité numérique, l'adaptation est plus compliquée. On ne peut pas réduire la part relative d'un groupe simplement en en gonflant d'autres. Il va falloir « taper dans le dur », demander à certains d'abandonner leur situation. Même si on leur en offre une nouvelle, c'est un changement et on sait bien que tout changement provoque des résistances. Et puis le renouvellement est plus lent, les corrections qui pourraient en résulter sont donc plus faibles. Sans croissance, l'inertie des structures sera plus difficile à secouer.

Les transformations que nécessite l'économie de demain, dans une période de relative stabilité, de croissance faible, sont donc a priori plus difficiles à opérer qu'en période « glorieuse ». Sans actions volontaires d'accompagnement, le risque est grand d'un gâchis humain, de personnels dont les savoirs et les compétences ne correspondent plus aux besoins de l'époque.

L'adaptation des biens et services

Ce qui est vrai des populations peut aussi l'être pour des biens matériels. Quand ces biens se consomment rapidement, en quelques jours ou en quelques années, l'appareil de production doit s'adapter. Il faut juste éviter l'acharnement qui consisterait à vouloir à tout prix faire durer une consommation obsolète. L'effort publicitaire consenti pour faire durer l'ère de l'automobile,

au lieu d'adapter ce secteur à de nouveaux besoins et de développer une offre moderne de mobilité, semble à ce titre de l'énergie perdue. Un effort qui retarde une adaptation inévitable et la rendra plus dure quand elle s'imposera. Quand on sait fabriquer un objet aussi complexe qu'une automobile, on doit bien savoir faire autre chose, et mettre son talent au service des besoins de demain.

Avec une gestion prévisionnelle sans œillères, le renouvellement des machines et des process industriels lié tout simplement à la modernisation permet en général l'adaptation à la nouvelle demande. Pour les biens de rotation très lente, la question est plus complexe. Le parc immobilier, par exemple, ne répond plus aux exigences du XXI^e siècle, et son taux de renouvellement ne permet guère d'espérer une solution « naturelle » au problème. Il faut reprendre en profondeur le parc existant, ce qui se traduit par une demande accrue pour les professions correspondantes, qui ne sont pas tout à fait les mêmes que pour la construction neuve.

L'immense chantier de rénovation du parc ancien de logements et de bureaux nous est imposé au titre de la lutte contre le réchauffement climatique. Heureuse pression, qui rend impérative l'amélioration de l'habitat, par ailleurs nécessaire pour beaucoup d'autres raisons, aucune de ces raisons n'ayant suffi jusqu'à présent à déclencher l'opération. Les problèmes tels que les relations entre propriétaires et locataires ont d'ailleurs plutôt freiné la modernisation, pour le plus grand malheur des deux parties. Cet immense chantier initié par le Grenelle de l'environnement offre une opportunité de croissance, dont il va falloir profiter pour adapter à la fois des professions du bâtiment et les bâtiments eux-

mêmes. Il s'agit d'entrer dans une ère nouvelle, avec des exigences nouvelles, des produits nouveaux, des organisations nouvelles et bien sur des compétences renouvelées. Cette adaptation à une valeur en elle-même. Une grande valeur en termes immobiliers, des ouvrages qui répondent mieux aux attentes de leurs usagers ; une grande valeur en termes professionnels, grâce à une avancée significative des savoir-faire et des modes de « travailler ensemble ». Cette valeur va bien au-delà du simple coût des travaux engagés. C'est un investissement pour le XXI^e siècle.

Il reste la question redoutable de financement de ce chantier. Les instruments financiers de l'immobilier ont été conçus en une période tellement différente de celle que nous vivons. Il y a de la richesse à créer, et le rendement de cet investissement ne se calcule pas qu'en économies d'énergie. L'amélioration du parc a des effets économiques qui dépassent largement l'immobilier, et dont toute la société bénéficie. Il y a une réflexion à lancer sur les structures des financements nécessaires pour assurer la transition vers l'économie du XXI^e siècle.

Les résistances de la vieille économie

La lecture du récent rapport de la Cour des Comptes sur *La situation et les perspectives des finances publiques*, de juillet 2012, laisse supposer que la vieille économie reste vivace. L'évaluation qui en est faite de certaines mesures sur le bâtiment et les travaux publics, infrastructures de transport notamment, ne fait pas apparaître la valeur de l'adaptation de professions et de modes de vie. La mise à niveau des professions face aux défis du futur représente un investissement considérable, qui ne semble pas pris en considération. Une

lecture trop superficielle, peut-être ? Espérons-le.

Bien d'autres acteurs économiques campent toutefois sur les anciennes positions. *Les opportunités d'investissement sont bonnes dans les entreprises sur l'ensemble de la chaîne des énergies fossiles, en mettant l'accent sur l'exploration du pétrole et du gaz*, affirmait récemment le responsable de l'analyse énergie d'une banque privée suisse¹². *La croissance des énergies fossiles est plus sûre*. Bel esprit d'anticipation, qui ignore le facteur limitant du réchauffement climatique. « Jusque là, tout va bien ! » Vous connaissez tous cette histoire de l'homme qui tombe du 20^e étage, et que l'on entend dire, à chaque étage au cours de sa chute, « Jusque là, tout va bien ! ». Oui, *tout va bien*, et les analyses financières présentées sont sans doute justes, sauf que ça finit mal.

Il y a des failles dans ces raisonnements, qui poussent tout droit dans l'impasse. Les besoins vont s'accroître, les énergies renouvelables coûtent cher, le nucléaire est remis en question après Fukushima, alors feu vert pour les énergies fossiles. Tout simplement. On reste confondu devant un tel aveuglement. L'effet de serre ne rentre pas dans l'équation. Sans doute les « experts » transposent dans le domaine de l'énergie le comportement souvent entendu après les crises financières : Tout le monde savait que ça allait arriver, mais on ne savait pas où et quand. Nous savons que l'effet de serre va faire mal, et il a déjà commencé sous la forme de dérèglements climatiques de plus en plus fréquents, mais chacun se dit que ce sera plus tard, continuons comme s'il n'existait pas, on verra bien le moment venu.

(12) Dans la revue « *Energie Plus* » datée du 1er mai 2012

Les énergies fossiles présentent beaucoup de commodités, à commencer par celle de ne pas avoir à changer nos habitudes ni nos structures de production. Mais, c'est bien dommage, elles n'ont pas d'avenir. Encore quelques dizaines d'années, même si les réserves que le sol contient pourraient en fournir encore quelques siècles. Compte-tenu de l'inertie de nos sociétés et de nos économies, le virage doit être pris aussi vite que possible.

De véritables perspectives

Dans ses analyses, l'Agence internationale de l'énergie ouvre des perspectives en affirmant qu'*un système énergétique durable est encore possible, et peut produire d'importants bénéfices*¹³. Les réponses à la crise de l'énergie, permettant de contenir le réchauffement à 2°, y sont hiérarchisées. En premier, ce sont les économies. On retrouve l'efficacité énergétique, pour plus du tiers des baisses d'émissions, suivi par les énergies renouvelables, 28 %, le captage/stockage de CO₂, 22 %, et le nucléaire, loin derrière avec 9 %. On a là des pistes pour sortir de la vieille économie.

Le développement durable, c'est anticiper. Au-delà des raisonnements et des calculs traditionnels, conçus il y a bien longtemps dans des contextes bien différents, quand on pensait que la Terre était infinie. Manifestement, nous allons vers des impasses, et plus nous avançons, plus le retour en arrière sera douloureux. D'autres voies de développement sont possibles, fondées sur la valorisation maximum des ressources plutôt que sur le prélèvement perpétuel de nouvelles ressources. *Deux fois plus de bien-être en consommant deux fois moins de ressources* pourrait être un bon slogan pour l'économie de demain.

Les leçons de Maître Renard

Avant de conclure, et pour donner de l'espoir, une petite histoire d'un succès, une « success story » pleine d'enseignements. Il y a quelques années, la rage avait envahi une bonne partie de la France. On luttait dur, pourtant, pour enrayer l'extension du fléau. Les renards étaient les premiers accusés : ce sont eux les vecteurs du virus, il faut les éliminer.

Ainsi fut fait pendant des années. Chasse impitoyable pour exterminer les renards des zones frontière des territoires contaminés. Tant pis si on mettait à mal des équilibres écologiques, si les proies traditionnelles des renards pouvaient pulluler tranquillement, elles-mêmes d'ailleurs porteuses de la rage. Jusqu'au jour où on s'est aperçu qu'on faisait fausse route : les actions engagées aidaient à la propagation de la rage, au lieu de la freiner. En réduisant la densité de renards dans les zones sensibles, on favorisait la pénétration de renards venus d'ailleurs, et bien sûr des régions contaminées. La stratégie de lutte retenue allait à l'encontre du résultat recherché. À l'inverse, une population dense de renards sains protège son territoire, et empêche les intrus de s'y installer. Ajoutons qu'ils font le ménage chez les petits rongeurs et autres animaux susceptibles, eux aussi, de propager la maladie.

C'est en 1986 que l'on a fait volte face. Il faut à la fois garder les renards sur place et les conserver en bonne santé. Au lieu de les tuer, on va les vacciner. Changement de cap radical, nouvelle politique fondée sur des moyens nouveaux. Des appâts contenant du

(13) AIE, *Energy Technology Perspectives 2012, Pathways to a Clean Energy System*

vaccin sont répandus massivement dans les zones sensibles. Petit à petit, le nombre de départements réputés infectés a diminué, et au bout d'une quinzaine d'années, en 2001, les autorités sanitaires ont déclaré que tous les départements français étaient indemnes.

Ce résultat spectaculaire, rarement mis en avant, est riche d'enseignements : pendant des dizaines d'années, on avait suivi une mauvaise ligne de conduite. Une mauvaise analyse de la situation et des mécanismes de diffusion de la maladie s'était traduite par un massacre bien inutile, avec des conséquences sur les écosystèmes, sans empêcher la progression du mal. Tel était l'effet d'un aveuglement doctrinaire. Mais, et c'est le côté donneur d'espoir, le jour où l'on a changé de politique, on a redressé la situation et éliminé la maladie. Les erreurs de la vieille économie peuvent-elles, elles aussi, être corrigées par de nouvelles conceptions ?

Les politiques contre productives

Ces choix contre productifs ne sont pas exceptionnels. Aujourd'hui, on fait confiance à la concurrence pour faire baisser les prix. Ça peut effectivement donner de bons résultats dans de nombreux domaines, là où les compétences et le talent des hommes font la différence. L'émulation provoque la recherche et la mise en œuvre de solutions innovantes, sources d'économies. La concurrence se révèle ainsi un bon moteur de progrès, mais peut-on la généraliser à tous les domaines ? Quand il s'agit de l'exploitation des ressources naturelles, ne conduit-elle pas à des impasses, susceptibles de ruiner les économies ?

Ces ressources sont limitées, soit en quantité globale ou accessibles, soit du fait d'un rythme de renouvellement des stocks, soit

encore du fait des conséquences négatives de leur utilisation : Ressources minières proches de l'épuisement, populations de poissons en danger d'extinction du fait d'une surpêche, ou effet de serre consécutif à l'utilisation de combustibles fossiles. La concurrence pousse chaque opérateur à élargir sa part de marché, et à accroître par tous les moyens ses capacités de prélèvement, alors qu'il faudrait maîtriser le volume global prélevé. La logique des acteurs va à l'encontre de la logique du système global. On s'engouffre dans l'impasse avec détermination. Certains disent qu'on fonce dans le mur, et qu'on accélère !

Maître Renard nous dit bien, pourtant, qu'il faut raison garder. Il nous dit aussi que l'on peut obtenir des résultats spectaculaires si on sait changer de cap. Une politique a priori logique peut conduire au résultat inverse de celui recherché. L'important n'est pas la ressource, mais ce que l'on fait avec, le service qu'elle rend. La concurrence pour stimuler la créativité et la performance n'a pas de sens si elle pousse à cette accélération « vers le mur ». Elle en a, bien au contraire, si elle est mise au service de la valorisation des ressources. Tirer plus de profit pour la société de ressources par nature limitées. Plus de bien-être et de qualité de vie avec des prélèvements maîtrisés. Comme pour des renards, un changement radical de stratégie est nécessaire. Au lieu de mettre du poison dans les appâts, on y a mis du vaccin. Transposons ce retournement dans l'exploitation des ressources naturelles. C'est le sens de la transition à opérer.

L'art de la navigation

Le cap de la transition n'est pas intangible. La nouvelle économie ouvrira des voies pour une croissance d'un nouveau type, mais il faut abandonner l'ancienne et s'a-

venturer sur de nouvelles mers. Selon que les vents soient favorables ou non, ou que des écueils se manifestent, pour rester dans une métaphore maritime, il faut savoir naviguer, louvoyer, contourner des obstacles. Ceux-ci prennent la forme d'évènements particuliers, de contraintes techniques inattendues, de résistances légitimes. Il faut accompagner le changement pour faire en sorte que chacun s'y retrouve. Même si la transition entretient sa propre dynamique, avec les forces vives qu'elle a su mobiliser, des pauses et des détours sont inévitables.

Quelques règles simples peuvent être énoncées pour passer ces moments difficiles, dans le respect du principe de réalité. En voici quelques unes.

Chercher le génie, du lieu, de la communauté, faire ressortir les compétences d'un groupe humain ou d'un territoire, pour *faire « avec » le plus possible, « contre » le moins possible*¹⁴.

Solliciter le néocortex préfrontal de la société et sa puissance créatrice, et non son cerveau reptilien, ses vieux réflexes, qui conduisent inévitablement au repli et au conservatisme.

Ne jamais donner l'impression qu'un délai, un ballon d'oxygène temporaire, ne puisse être une remise en cause de l'orientation générale. Ce serait trahir les acteurs les plus avancés dans la transition, et souvent mettre en difficulté ceux qui ont pris des risques. Le contre choc pétrolier des années 1970 a

fait bien des dégâts et marque encore les esprits.

Eviter « l'acharnement thérapeutique » qui consisterait, évidemment pour des raisons louables, à faire durer artificiellement des activités destinées à disparaître ou à se transformer en profondeur. L'accompagnement doit veiller à l'avenir des personnes, qui ont vocation à retrouver un nouvel équilibre à la suite de la transition, mais pas de l'activité pour elle-même. Les ressources disponibles, toujours comptées, ne doivent pas être détournées de la conduite de la transition.

Veiller à ce que les solutions d'aujourd'hui ne soient pas les problèmes de demain. La tolérance vis-à-vis des pollutions agricoles, par exemple, retarde la transition de cette activité et dégrade des ressources (eau douce, eau littorale, paysage, sols, etc.) qui manqueront gravement demain. De même, les solutions au besoin de logements qui provoqueraient un étalement urbain incontrôlé peuvent coûter très cher, demain, à la fois pour leurs occupants et pour la collectivité.

Beaucoup d'autres règles de ce type pourraient prolonger cette énumération. Il ne s'agit somme toute que d'anticiper, de se projeter dans l'avenir et de ne pas accepter, parmi les compromis envisageables, ceux qui affecteraient nos chances d'opérer convenablement la transition. Une « règle d'or » d'un nouveau type.

(14) Gilles Clément, *Le jardin planétaire*, 2000